s'opposer & proposer

www.se-unsa.org

Avenir de la formation des enseignants

L'UNSA-Education reçue par Xavier Darcos et Valérie Pécresse

Les enseignants de l'UNSA

Les ministres ne reviennent toujours pas sur le cœur de la réforme, à savoir le recrutement à M2 et la déstabilisation des IUFM.

Le 30 mars, l'UNSA-Education a été reçue par les ministres de l'Education et de l'Enseignement supérieur. La délégation, conduite par Patrick GONTHIER, comprenait Luc Bentz (UNSA-Education), Luc Bérille et Christian Chevalier (SE-UNSA), Philippe Guittet (SNPDEN –chefs d'établissement), Patrick Roumagnac (SIEN- Inspecteurs de l'Éducation nationale) et Christine Roland-Lévy (SUP-Recherche – enseignants du supérieur).

Aucune réponse précise sur les différents points abordés…

Lors de cette audience, l'UNSA-Education a rappelé sa position: nous ne sommes pas hostiles à la mastérisation mais nous dénonçons le schéma retenu (recrutement en M2 et déstabilisation des IUFM) et la précipitation dans laquelle le dispositif se met en place. Nous avons fortement insisté sur le cœur de cette réforme : la place de la formation professionnelle par alternance dans le dispositif.

Nous avons pointé un certain nombre de questions :

- ***l'organisation concrète des stages*** en responsabilité de 108h des étudiants en M1et M2. Ces stages seront-ils massés ou filés ? A quelle date commenceront-ils dans les écoles et établissements ? L'administration de l'éducation nationale sera t-elle en capacité de trouver les 100.000 lieux de stages annoncés ? Ne risque-t-on pas de voir un nombre de stagiaires et d'étudiants très important par établissement, surtout si on cantonne les lieux de stage à proximité des universités ? Quelles conventions entre les recteurs et les universités pour les encadrer juridiquement?

- ***l'année de fonctionnaire stagiaire.*** Si nous jugeons comme un signe positif l'annonce d'un tiers temps dégagé pour un retour en formation, nous avons dit que cela était pour nous insuffisant. Nous revendiquons une réelle alternance avec un mi-temps de pratique professionnelle en classe et une autre mi-temps de retour en formation. Qui va remplacer les fonctionnaires stagiaires durant cette période ? Les étudiants en M2 ? Dans ce cas les intervenants multiples vont se succéder dans les classes…. D'autres personnels ? Quel va être le contenu de cette formation ? Qui en est le maître d'œuvre : l'Etat ou bien les universités ?

- ***le cadrage national.*** Nous avons revendiqué, une fois encore, un cadrage national des maquettes de masters s'appuyant sans ambigüité sur le cahier des charges actuel des IUFM

et notamment sur le référentiel de compétences au métier d'enseignant. Faute de cela, les disparités de formation entre universités pourraient être très fortes. De même nous avons insisté sur la nécessaire harmonisation de la carte des formations, pour éviter la disparition de certaines préparations au CRPE ou au CAPES dans certaines régions.

- ***l'avenir de la formation ASH*** (difficulté scolaire et handicap). Le nouveau dispositif intègre t-il ces formations ? Dans quel cadre ? S'agit il d'une formation avant le recrutement ou bien après, comme c'est le cas aujourd'hui ? Avec quels opérateurs ? Quid dans ce nouveau contexte de la formation et du recrutement des psychologues scolaires ? Que devient le centre de Suresnes ?

- ***les formateurs de terrain.*** Qui seront-ils et quel sera leur rôle précis ? Quel lien avec l'université ? Si la reconnaissance de la place des EMF semble acquise, qui seront les autres « tuteurs » ? Quelle modalité de recrutement ? Quelle formation ? Quelle reconnaissance (financière et en temps) ? Quelle pérennité ?

- ***la nouvelle formation dans les DOM***. Pour la énième fois, l'UNSA -Education a posé la question de la mise en œuvre de la mastérisation dans les DOM. Cette question spécifique doit être traitée rapidement, notamment en termes d'aides sociales particulières aux étudiants concernés.

- ***La revalorisation des enseignants***. Nous avons rappelé que la justification par le Président de la République de la mastérisation allait être une revalorisation financière des enseignants. Nous avons rappelé au ministre que dès lors que ce recrutement s'inscrivait dans le cadre du M2, il fallait en tirer toutes les conséquences. Il faudra donc, pour le SE-UNSA, s'inscrire dans une grille allant au-delà de celle des agrégés (recrutés à M1) ! De même nous avons insisté sur le fait qu'il serait inacceptable que les 800.000 titulaires ne soient pas concernés par cette revalorisation.

Sur l'ensemble de ces sujets, nous n'avons obtenu aucune réponse précise. Les ministres se voulant rassurants et assurant que leur dispositif fonctionnerait évidemment sans difficulté…. Ils renvoient les réponses à des groupes de travail qui vont se mettre en place.

La suite des discussions

Deux structures vont se mettre en place :

- ***Une commission de concertation*** et de suivi coprésidée par un recteur (William MAROIS – Bordeaux) et par un président d'université (Daniel FILATRE – Toulouse II). Cette commission ne comprendra pas d'organisations syndicales. Elles seront par contre associées à cette réflexion qui doit aboutir à la rédaction de propositions.
-
- ***Des groupes de travail interne au MEN***. Un calendrier précis et les thèmes de discussion retenus devraient nous parvenir d'ici la fin de semaine. Ces travaux se feront à la fois en bilatérale mais aussi en multilatérale avec les organisations représentatives.

Le SE-UNSA participera à ces discussions.

COMMUNIQUE DE PRESSE de l'UNSA-Education

La fédération UNSA Education a présenté ses propositions et a fait part de ses inquiétudes à Xavier Darcos et Valérie Pécresse

La fédération UNSA Éducation a été reçue en audience le 30 mars 2009 par Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, et Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

La fédération a insisté sur l'intérêt de mettre en œuvre une réelle formation professionnelle des enseignants sanctionnée par un master. En revanche, elle a rappelé aux ministres les raisons de son opposition aux concours en cours de M2 (deuxième année de master) et souligné la nécessité de placer les concours en fin de M1 (première année de master). L'architecture du dispositif auquel s'accroche encore le gouvernement ne convainc ni les universitaires, ni les autres formateurs, ni les responsables ou connaisseurs du terrain.

L'UNSA Éducation a insisté sur l'utilité de faire jouer aux IUFM, intégrés désormais dans les universités, tout leur rôle, y compris dans une logique de mutualisation et de mise en réseau, en s'appuyant les compétences qu'ils ont su développer comme sur leur maillage territorial (antennes départementales).

La fédération UNSA Éducation a longuement évoqué la question des stages, de leur nature, de leur volume et de leur organisation. Elle a souligné leur importance dans la formation à la pratique professionnelle et son évaluation, année de stage comprise. L'UNSA Éducation revendique que les stagiaires (année suivant le concours) bénéficient d'un allègement représentant la moitié du service. Elle a exprimé son hostilité à un système qui pourrait entraîner, dans certaines classes, la succession d'une noria de stagiaires aux statuts divers. Pour l'UNSA Éducation, il est indispensable de bien organiser les stages de terrain sur la base de conventions assises sur un cahier des charges précis entre les universités et les EPLE ou les circonscriptions du premier degré (IEN).

Dans le cadre de l'audience, la fédération a également évoqué la question des viviers de recrutement, du devenir des formations spécialisées (ASH, par exemple), mais également la revalorisation que le président de la République avait liée à la mastérisation. Elle a aussi attiré l'attention des ministres sur la situation particulière des DOM qui doit trouver une réponse adaptée.

Les deux ministres ont confirmé la mise en place d'une commission de concertation coprésidée par le recteur William Marois et Daniel Filâtre, président de l'université Toulouse II-Le Mirail, ainsi que la mise en place de groupes de travail. L'UNSA Éducation souhaite que des rencontres plus globales permettent également de faire le point, y compris sous forme de rencontres multilatérales.

L'UNSA Éducation et ses syndicats participeront aux discussions avec le souci majeur de promouvoir une formation professionnelle de qualité, permettant, de mieux préparer les jeunes enseignants à assumer leur mission au service des élèves.